



**AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE**

500 Route des Lucioles  
06560 Valbonne

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX DE PLOMBERIE POUR LA RENOVATION  
DES SANITAIRES DU SITE DE L'ADEME DE SOPHIA ANTIPOLIS A  
VALBONNE**

**MARCHE AVEC PROCEDURE ADAPTEE (MAPA)**  
Articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-9 du Code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES  
(selon heure de la plateforme)

**05/09/2025 à 14H**

## TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHE .....	3
ARTICLE 2.	DISPOSITIONS GENERALES .....	3
ARTICLE 3.	PIECES CONTRACTUELLES .....	5
ARTICLE 4.	DISPOSITIONS FINANCIERES .....	6
ARTICLE 5.	DELAIS D'EXECUTIONS - PENALITES .....	12
ARTICLE 6.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....	18
ARTICLE 7.	PROVENANCE - QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX .....	19
ARTICLE 8.	IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	20
ARTICLE 9.	CONTROLE ET RECEPTION DES OUVRAGES .....	23
ARTICLE 10.	MESURES COERCITIVES .....	26
ARTICLE 11.	MESURES D'ORDRE SOCIAL .....	27
ARTICLE 12.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	27
ARTICLE 13.	DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX.....	32

## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent un **marché de travaux** relatif à l'opération suivante : **Travaux de Plomberie pour la rénovation des sanitaires du site de l'ADEME de Sophia Antipolis à Valbonne.**

La description de ces ouvrages et leurs spécifications techniques figurent dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chaque lot et dans les plans et documents remis dans le dossier de consultation des entreprises.

### Lieu des travaux

500 Route des Lucioles  
06560 Valbonne

## ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES

### 2.1 Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

---

Pour l'exécution du présent marché le maître d'ouvrage est représenté(e) par **L'ADEME.**

### 2.2 Intervenants

---

#### Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et conduite d'opération

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par : **SAMOP PACA**

#### Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par **BET DIMA.**

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission de base avec VISA et OPC.

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure à l'annexe I et II de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

#### Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre 2 de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôle technique est effectué par : **En cours de désignation.**

Ce contrôleur a, à sa charge, les missions : **STI + HAND + Att HAND + HYSa + VIEL + VAMST**

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique devront être observées et ne pourront faire l'objet d'une majoration des coûts.

## Coordination Sécurité et Protection de la Santé (SPS)

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette mission de **catégorie 2** est confiée pour les phases conception et réalisation à la société : ***En cours de désignation.***

### 2.3 Prestations similaires

---

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs marchés négocié(s) passé(s) sans publicité ni mise en concurrence préalable et relatif(s) à des prestations similaires pourra/pourront être passés ultérieurement. La durée pendant laquelle le ou les nouveaux marché(s) public(s) pourra/pourront être conclu(s) ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

### 2.4 Sous-traitance

---

Le titulaire ne pourra sous-traiter une partie de ses travaux sans avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement avant toute intervention. Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement par le maître d'ouvrage.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à R. 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'Entreprise titulaire du marché conformément aux dispositions de l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

Le sous-traitant indirect au sens de l'article 3.6.2.1 du CCAG-Travaux ne pourra être accepté qu'après remise au maître de l'ouvrage d'une copie de la caution personnelle et solidaire visée à l'article 3.6.2.4 du CCAG-Travaux. Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable il n'a pas rempli cette obligation 15 jours calendaires après avoir été mis en demeure de le faire, par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux, il encourt une pénalité journalière de 1/500<sup>ème</sup> du montant HT du marché. En outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché.

## 2.5 Ordres de service

Conformément aux dispositions de l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux, tous les ordres de services émis par le maître d'œuvre relatifs à un engagement financier du maître de l'ouvrage, aux délais d'exécution, aux modifications du programme initial ou à des décisions du maître de l'ouvrage doivent être validés et signés par le maître de l'ouvrage. Les points suivants sont précisés :

- seront signés par le maître de l'ouvrage tous les ordres de service pour des travaux de caractère général susceptibles d'entraîner une modification, soit en plus soit en moins, du montant du marché ou d'une date jalon du calendrier d'exécution,
- seront signés par le maître d'œuvre, les ordres de service à caractère technique ou relatifs à la bonne marche des travaux et qui n'auront aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus, ni sur les délais d'exécution du marché, ni sur les dates jalon du calendrier d'exécution.

### ARTICLE 3. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

1. L'Acte d'Engagement et ses annexes,
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le titulaire ou l'ensemble des membres du groupement reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du CCAG et s'engage au respect des obligations mises à leur charge dans celui-ci, sauf dérogations éventuelles énoncées dans le présent CCAP.
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot (et ses notices)
5. Les pièces graphiques réalisées par la Maîtrise d'œuvre fournies lors de la consultation,
6. Le calendrier détaillé complété, le cas échéant, pendant la période de préparation des travaux,
7. Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et ses modifications (PGC),
8. Le rapport initial de contrôle technique (RICT),
9. L'accord du permis de construire,
10. Le mémoire technique établi par le titulaire, pour ses dispositions qui ne remettent pas en cause le dossier de consultation.
11. La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF). Celle-ci ne sera considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux supplémentaires régulièrement commandés par le maître de l'ouvrage. Elle ne pourra donc pas servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché,
12. Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés. (C.C.S/D.T.U), tels qu'ils sont énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 17 juin 1988 du, Ministre de l'Économie relative aux Cahiers des Clauses Administratives Spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, et compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 de ladite circulaire ; (document général)
13. Les avis techniques du CSTB et les assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ; (documents généraux)
14. Tous les textes réglementaires (lois, décrets, circulaires et règlements) concernant la construction, les équipements, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et du public.
15. La réglementation des services techniques publics locaux (G.D.F., E.D.F., EAUX, P.T.T., Pompiers, service de voirie, assainissement, hygiène, etc..) ou national.
16. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

A l'exception de l'éventuelle annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'acte d'engagement, l'acte d'engagement et les autres pièces contractuelles prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le titulaire étant censé les connaître.

Les dispositions techniques contenues dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propres à chaque lot prévalent sur les dispositions techniques qui pourraient être contenues dans le présent CCAP, en cas de contradiction entre ces deux documents.

## **ARTICLE 4. DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **4.1 Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants,
- au mandataire du groupement titulaire du lot, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

En cas de sous-traitance en cours de marché, la répartition des paiements est indiquée sur les actes spéciaux de sous-traitance.

### **4.2 Contenu des prix**

Les prix du marché sont HT et, en complément de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, tiennent compte notamment des sujétions suivantes :

- de tous les frais résultants des dispositions du présent CCAP et des autres pièces du marché ;
- des dépenses d'investissement (le cas échéant) ;
- des sujétions que sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots ;
- des dépenses communes de chantier ;
- de toutes les sujétions découlant de la présence de canalisations diverses identifiées dans le marché ou visibles sur le site, et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection ;
- des frais d'évacuation des déblais et déchets et de maintien d'un chantier et de son environnement immédiat propres et libres de tous déchets ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (en particulier application des préconisations PGC-SPS et des PPSPS) ;
- des frais de protection, de surveillance et de fermeture du chantier et des installations de chantier, des frais d'entretien, de maintenance, et de fonctionnement des installations de chantier jusqu'à la date de notification au titulaire de la décision de réception des ouvrages ;
- des frais induits par la préparation et le passage de la Commission de Sécurité et des services administratifs jusqu'à obtention d'un avis favorable ;
- de la fourniture d'échantillons, de prototypes, de maquettes et la réalisation de locaux témoins ;
- des frais de reproduction et de diffusion des documents à destination de l'acheteur, du maître d'œuvre, du contrôleur technique et du coordonnateur SPS.

La liste mentionnée ci-dessus n'est pas exhaustive. Ces dépenses étant non limitatives, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune omission et devra assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier. Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Le prix porté à l'acte d'engagement s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune

sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu , lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix, toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détails nécessaires à une parfaite finition, non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché),
- les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'Entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

#### **4.3 Caractéristiques des prix pratiqués**

---

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) est établie par le titulaire sous sa propre responsabilité. En aucun cas la décomposition du prix global et forfaitaire ne peut contenir une indication contractuelle quelconque sur les quantités ou sur la nature des ouvrages à exécuter.

#### **4.4 Obligations particulières du titulaire**

---

Conformément aux dispositions prévues par les articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, le titulaire sera tenu de remettre tous les 6 mois, à compter de la conclusion du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.
- un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.

Le candidat retenu doit également remettre au maître de l'ouvrage, avant la notification du marché et tous les six mois durant l'exécution de ce marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et L. 5221-11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. L'acheteur se réserve la faculté de résilier le marché aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, après mise en demeure restée infructueuse, et, le cas échéant avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu aux dispositions susvisées. La mise en demeure doit être notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de quinze jours à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

#### 4.5 Règlement des ouvrages et travaux non prévus

---

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait dont la réalisation ou la modification est nécessaire seront motivés et présentés par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions prévues aux articles 13, 14 et 15 du CCAG-Travaux. La proposition de prix de l'Entreprise, devra être assortie des décompositions ou sous-détails correspondants.

Ces travaux en supplément ou en déduction feront l'objet de fiche de travaux modificatifs (précisant le prix et l'éventuelle augmentation du délai de travaux) puis d'avenant(s).

##### Procédure

Si le montant des travaux en supplément est inférieur à 5% du montant du marché, un prix provisoire est donné par l'entreprise et le maître d'œuvre acte le lancement des travaux sans établissement d'OS.

Si le montant des travaux en supplément est compris entre 5% et 10% du montant du marché, un devis est réalisé par l'entreprise. Après acceptation du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre acte le lancement des travaux par l'établissement d'un OS.

Si le montant des travaux en supplément est supérieur à 10% du montant du marché, un devis est réalisé par l'entreprise. Après signature d'un avenant par le maître d'ouvrage et l'entreprise, le maître d'œuvre acte le lancement des travaux par l'établissement d'un OS.

Les avenants sont établis de manière trimestrielle sauf pour les montants de travaux en suppléments supérieures à 10% du montant du marché.

#### 4.6 Règlement des comptes – Paiements

---

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 12.1.1 du CCAG-Travaux. Les acomptes feront apparaître systématiquement le montant du marché hors taxes, le détail des prestations suivant cadre du DPGF, les avancements cumulés, les avancements mensuels, le solde à payer.

##### *Décompte final*

A la fin des travaux, le titulaire adresse après le projet de situation mensuelle afférente au dernier mois de leur exécution, ou à la place de ce projet, un projet de situation finale indiquant les quantités totales de travaux en régie, pénalités, primes, etc. Ce projet de situation finale tient lieu de projet décompte final tel que mentionné à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et produit les mêmes effets, notamment en matière de délais. Le titulaire sera lié par les indications figurant au projet de situation finale. Le projet de situation finale, établi par le titulaire, est accepté ou rectifié par le représentant de la maîtrise d'œuvre, qui en transmet les éléments au maître de l'ouvrage. Les situations intermédiaires et finales devront être établies en 2 exemplaires.

#### 4.7 Variation des prix

---

Par dérogation à l'article 9.4.1 du CCAG-Travaux, les prix sont révisables.

La révision sera appliquée en hausse comme en baisse, dans les conditions précisées aux articles 9.4.4, 10.5 et 12 du CCAG-Travaux.

$$Pr = P \times ( 0,15 + 0,85 \times I_m / I_{m0} )$$



**Pr** étant le prix révisé.

**P** étant le prix à réviser.

**I<sub>m</sub>** et **I<sub>m0</sub>** étant les valeurs de l'indice ou index de référence, respectivement au mois **m** de réalisation des travaux de l'acompte mensuel (**m**) et au mois zéro (**m<sub>0</sub>**).

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondis au millième supérieur.

La révision est calculée par le maître d'œuvre provisoirement, chaque mois, en appliquant les dernières valeurs publiées des indices ou index. Une seule révision provisoire sera calculée avant la révision définitive, le mois considéré étant celui de la réalisation des prestations facturées.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation ou révision avant l'actualisation ou révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

La révision établie à chaque décompte mensuel sera calculée sur la base du montant des travaux y compris les éventuelles retenues, pénalités ou primes (à l'exception de la retenue de garantie).

#### 4.8 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de référence appelé « mois zéro » (**m<sub>0</sub>**) indiqué dans l'acte d'engagement. A défaut d'indication dans l'acte d'engagement, il correspondra au mois de la date limite de remise des offres.

#### 4.9 Index de référence

L'index de référence choisis pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est le suivant :

Lot	Intitulé	Index de référence
01	Déconstruction - Désamiantage	TP 01
02	Terrassement - VRD - Aménagements extérieurs	90%TP01 + 10%EV3
03	Gros œuvre	BT 06
04	Charpente métallique - Serrurerie	BT 07
05	Ravalement - ITE - Parement terre cuite	TB1
06	Etanchéité	BT 53
07	Menuiseries extérieures - Occultations	BT 43
08	Menuiseries intérieures	BT 18A
09	Cloisons sèches - Plafonds plaques de plâtre	BT 08
10	Plafonds suspendus	BT 08
11	Chape - Carrelage - Faïence	BT 09
12	Revêtements de sols souples	BT 10
13	Peinture - Nettoyage	BT 46
14	Ascenseurs	BT 48
15	Electricité - Courants forts courants faibles	BT 47
16	Chauffage - Ventilation - Climatisation - Plomberie - Sanitaire	40%BT40 + 30%BT41 + 30%BT38
17	Equipements de cuisine	BT 01

Les index et indices sont publiés au Moniteur des Travaux publics et du bâtiment. Dans le cas où un index de référence serait supprimé, sans être remplacé par décret, l'index BT01 sera utilisé pour les travaux de bâtiment.

#### **4.10 Paiement des cotraitants et des sous-traitants**

---

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par l'acheteur, le sous-traitant et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner,
- l'attestation d'assurance responsabilité décennale obligatoire en cours de validité,
- les éléments permettant d'évaluer ses capacités techniques, professionnelles, économiques et financières,
- il indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement,
- les renseignements indiqués aux articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du Code de la commande publique,
- le compte à créditer.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

- a) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant ;
- b) que ledit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le Coordonnateur Sécurité dans les délais requis. A défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le Titulaire demeure responsable en termes de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du PPSPS.
- c) Pour les sous-traitants ne bénéficiant pas du paiement direct, de la copie d'une caution personnelle et solidaire

Le Titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance.

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché (compte unique).

Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'information par le maître d'ouvrage, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-11, R. 2193-12, R. 2193-14 à R. 2193-16 du Code de la commande publique, de la transmission par le titulaire des pièces justificatives servant de base au paiement direct, prévue par l'article 8 de la loi du 31 décembre 1975.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG-Travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui : pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signé par celui des membres

du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme hors taxe sur la valeur ajoutée à régler par l'acheteur au sous-traitant concerné; cette somme hors taxe sur la valeur ajoutée tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance. Conformément à l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatif aux personnes redevables de la TVA, modifié par la loi de finances pour 2014 du 29 décembre 2013, la taxe sur la valeur ajoutée pour la part du sous-traitant est acquittée par le titulaire du marché ; en conséquence le titulaire du marché devra adresser à l'acheteur une facture liquidant la TVA pour la part du sous-traitant.

Si le membre du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

#### 4.11 Mode et délais de paiement

---

L'entreprise devra transmettre sa facture par la plateforme CHORUS PRO.

Elle adressera sa demande d'acompte avec son avancement validé, auprès de la MOE BET DIMA qui assurera le suivi financier des situations de travaux.

L'état d'acompte établi par la maîtrise d'œuvre avec la situation dont l'avancement a été validé, seront transmis au maître d'ouvrage par courriel au même moment que son dépôt sur CHORUS PRO.

Le paiement se fera par virement dans un délai global qui ne pourra excéder **60** jours (à compter de la date certaine de réception de la demande d'acompte de l'entreprise chez le maître d'œuvre).

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

#### 4.12 Présentation des demandes de paiement

---

le numéro de Siret **385 290 309 00454**, qui identifiera l'ADEME en tant que destinataire de la facture  
le code service : **DI**  
et le numéro d'engagement : **2025MA000246**

En application de l'ordonnance n° 2014-697 relative au développement de la facturation électronique et du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent marché (et les sous-traitants admis au paiement direct) sont tenus de transmettre leurs factures sous forme électronique.

Ce choix est définitif pour toute la durée d'exécution du marché. La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. Outre les mentions légales et les indications figurant ci-dessus, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (facultatif),
- le code d'identification du service en charge du paiement : cf. liste affichée sur Chorus ;
- la date d'exécution des prestations,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- le prix unitaire HT des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- le montant total HT et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture. La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Si ces conditions ne sont pas respectées, la facture sera systématiquement retournée au titulaire du marché. Les frais de facturation ne seront pas admis.

**Faites-vous accompagner :** l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE) a mis à votre disposition des conseils pour maîtriser la facturation électronique (<http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>).

#### 4.13 Intérêts moratoires

---

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. A ces intérêts moratoires, s'ajoutera le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

### ARTICLE 5. DELAIS D'EXECUTIONS - PENALITES

Le présent article fixe les différents délais d'exécution applicables au présent marché. Ils engagent le titulaire du marché et servent, entre autres, à l'éventuelle application des pénalités.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

#### 5.1 Décompte des délais

---

Tout délai imparti dans le marché à l'acheteur, au maître d'œuvre ou au titulaire commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

## Calcul des délais

Les délais sont fixés en jours, et s'entendent en jours de calendrier. Ils expirent à la fin du dernier jour de la date prévue. Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'au 1<sup>er</sup> jour ouvrable qui suit.

## Remise des documents

Par dérogation et complément à l'article 3.1 du CCAG-Travaux, les échanges dématérialisés ou sur supports électroniques prévus pour l'exécution du marché pourront être réalisés par courriel avec accusé de réception. Il est précisé que le courriel sera utilisé dans le cadre d'échanges courants : comptes rendus de chantier, comptes rendus de réunion, etc.

## **5.2 Délais d'exécution des travaux**

---

Les dispositions des articles 18.1 et 28 du CCAG-Travaux sont remplacées par les dispositions indiquées ci-dessous (dérogations) :

La durée globale d'exécution des travaux est de **10 mois à compter de l'ordre de service** prescrivant de démarrer le chantier et s'achève à la date de réception de l'ouvrage, précisée au procès-verbal de réception signé par le maître d'ouvrage.

Cette durée globale comprend la période de préparation de chantier fixée à **20 jours**.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans la durée globale indiquée supra.

Le calendrier prévisionnel d'exécution remis aux entreprises dans le cadre du dossier de consultation est destiné à être remplacé par le calendrier détaillé d'exécution. Ce dernier est alors notifié, par ordre de service, aux entreprises, **au plus tard à l'expiration de la période de préparation**.

Le démarrage prévisionnel du marché est prévu au mois de juillet.

Le délai d'exécution comprend, entre autres :

- les délais de commande des matériaux,
- les essais,
- les opérations préalables à la réception,
- le nettoyage de fin de chantier, de repliement des installations de chantier et de remise en état de l'environnement immédiat des ouvrages,

## Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par la MOE BET DIMA, en concertation avec les titulaires des différents lots. Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre,
- la date de fourniture des plans d'exécution ou d'atelier et la date de fourniture des fiches de validation de matériel,
- la date de présentation des échantillons ou prototype,
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par le titulaire, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du maître de l'ouvrage et notifié aux entreprises.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG-Travaux, le délai de six mois est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres :

- au lot débutant en premier les prestations d'une part ;
- au lot considéré d'autre part.

Au cours du chantier et après concertation avec les différents titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution de l'ensemble des lots ; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux.

### **5.3 Prolongation du délai d'exécution des travaux**

---

#### Ordre de service de prolongation des délais

Lorsqu'un changement dans la masse des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution à des ouvrages initialement prévus, d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues en cours de chantier, un ajournement de travaux décidé par l'acheteur ou encore un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge de l'acheteur ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché, justifie, soit une prolongation de l'ensemble ou d'une ou plusieurs tranches de travaux, soit le report du début des travaux, l'importance de la prolongation ou du report est débattue par le maître d'œuvre avec le titulaire, puis elle est soumise à l'approbation de l'acheteur, et la décision prise par celui-ci est notifiée au titulaire par ordre de service.

#### Modifications du marché

Tous travaux modificatifs et/ou supplémentaires ayant pour objet d'introduire des prestations différentes de celles du marché et/ou de nouveaux prix feront l'objet d'avenant(s) entre le titulaire intéressé et le maître d'ouvrage sur proposition motivée du maître d'œuvre, dans le respect des conditions prévues à aux articles R. 2194-1, R. 2194-2 et R. 2194-5 à R. 2194-8 du Code de la commande publique. En dehors des cas prévus aux à l'article 5.3 ci-dessus, la prolongation du délai d'exécution des travaux ne peut résulter que d'un acte modificatif.

### **5.4 Pénalités**

---

#### Exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, en ce qui concerne les pénalités prévues au présent CCAP, il n'est pas prévu de clause d'exonération des pénalités.

#### Répartition des retenues et pénalités en cas de groupement d'entreprises

Dans le cas d'un groupement d'entreprises pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les différents titulaires conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire sans que cette opération engage la responsabilité de la personne signataire du marché à l'égard des autres

titulaires. Les stipulations des deux alinéas qui précèdent s'appliquent également aux retenues provisoires mentionnées à l'article 19.3 du CCAG-Travaux.

#### Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités (toutes pénalités confondues) ne peut excéder 30% du montant total HT du marché. Ce plafond ne s'applique pas aux pénalités pour travail dissimulé qui dispose de son propre plafond.

Commentaire : le CCAG-Travaux impose désormais une information préalable au titulaire du marché avec un droit de réponse (minimum 15 jours).

#### Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, le titulaire subira de plein droit sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à **1/1000<sup>ème</sup>** du montant HT du marché, par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités seront applicables du simple fait de la constatation du retard, de l'absence ou de la non-remise de document, par le maître d'œuvre, l'OPC ou le coordonnateur SPS, par courrier ou compte-rendu, et pourront dès lors être déduites des décomptes mensuels et/ou finaux, sans qu'il soit nécessaire d'inviter par écrit le titulaire du marché à présenter ses observations.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer d'autres retenues intermédiaires provisoires, dans les mêmes conditions, en cas de non-respect des délais partiels mentionnés dans les pièces contractuelles. Ces retenues provisoires pourront être restituées si les délais globaux sont respectés. Dans le cas inverse, elles deviendront définitives et constitueront des pénalités.

#### Pénalités pour retard du repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en l'état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de **500 € par jour de retard**.

#### Pénalités en cas de retard dans la levée des avis suspendus ou refusés du contrôleur technique

En cas de dépassement du délai de quinze jours fixés pour la levée des avis refusés ou suspendus formulés par le bureau de contrôle, le titulaire encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard et par document est fixé à **500 € par avis**. Ces pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

#### Pénalités en cas de retard dans la production des attestations d'assurance

En cas de retard dans la remise des attestations d'assurance, dans les délais définis par la maîtrise d'ouvrage, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant **par jour calendaire de retard et par document** est fixé à **200 €**. Ces pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'ouvrage.

### Pénalités en cas d'absences ou retard aux rendez-vous de chantier

En cas d'absence injustifiée aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou l'OPC, une pénalité de **150 €** sera appliquée à **tout titulaire absent dûment convoqué**. Une pénalité égale à la moitié de cette somme sera appliquée en cas de retard de plus d'une demi-heure. Sera considéré comme absent tout titulaire représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

### Pénalités en cas d'infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles précédents avec lesquelles elles se cumulent. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre ou l'OPC des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain et ce par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

Elles seront déduites des situations mensuelles.

- Non-respect des prescriptions relatives à la santé, à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : **150 € par infraction constatée**.
- Dépôt de matériaux, terres, gravats en dehors des zones prescrites : **100 € par infraction constatée**.
- Retard dans la remise ou la diffusion des documents nécessaires à l'exécution des travaux (notes de calcul, notes techniques, études de détail, etc.) : **100 € par jour calendaire de retard**.
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : **100 € par jour calendaire de retard**.
- Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, éléments de construction, échantillons : **100 € par jour calendaire de retard**.
- Pénalités pour non-respect de la propreté du chantier de l'évacuation des déchets. Il sera appliqué une pénalité par jour de calendrier de retard si le titulaire n'a pas enlevé du chantier les matériaux inemployés dans les délais prescrits par le maître d'œuvre lui demandant de les enlever : **150 € par jour calendaire de retard**.
- Application d'une pénalité en cas de non-respect du tri sélectif : **500 € par infraction constatée**.
- Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : **100 € par jour calendaire de retard**.
- Absence de dispositif de nettoyage et de décrochage des engins avant sortie du chantier : **100 € par infraction constatée**.
- Absence de bac décanteur avant rejet aux égouts publics sur dispositifs de nettoyage et décrochage des engins : **2 000 € par infraction constatée**.
- Le non-respect des interdictions de circuler à certaines heures (respect des horaires de chantier) donnera lieu à l'application de cette pénalité : **75 € par infraction constatée**.
- Pénalités pour le retard dans la diffusion de tous documents demandés dans le cadre de l'obtention des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) : **100 € par jour calendaire de retard**.



- Pénalités pour non-respect des niveaux sonores maximaux autorisés. Il sera appliqué une pénalité en cas de non-respect des niveaux sonores maximaux autorisés : **150 € par infraction constatée.**
- Pénalités en cas de non-respect de communication au maître d'œuvre des plans de recollement des ouvrages exécutés :

En particulier, devront être fournis :

- les plans architectes (plans coupes, façades, détail d'exécution...),
- les plans de structure, de gros-œuvre,
- les plans d'atelier ou de fabrication,
- les notes de calcul des différents ouvrages,
- les notices thermiques et acoustiques à jour,
- les plans cotés de tous les réseaux extérieurs et intérieurs avec leurs caractéristiques techniques ;
- les plans de réseaux de courants forts,
- plans de réseaux de courants faibles (alarmes, télévision, téléphone, sonorisation, informatiques...),
- les plans des installations sanitaires et de traitement d'eau,
- les plans des installations de chauffage et ventilation,
- les notices techniques (définition, typologie, caractéristiques, matériels et matériaux utilisés),
- les notices de fonctionnement et d'entretien de ces mêmes matériels sous la forme d'un plan d'entretien (durée de vie, fréquence de renouvellement), installations soumises au contrôle technique,
- les fiches COPREC N°1 et 2,
- les PV de résistance au feu des matériaux mis en œuvre,
- les fiches matérielles des matériaux posés validées.

Après réception, les plans et autres documents à fournir par le titulaire devront être remis au maître d'œuvre 1 mois au plus tard après la notification de la décision de réception des travaux. En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG-Travaux, une retenue égale à **200 € par jour de retard** sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, sur les sommes dues au titulaire.

Les notices de fonctionnement et d'entretien ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage seront fournis en langue française.

#### Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés au présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs et après mise en demeure du titulaire par ordre de service, la pénalité visée à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCAP, sera opérée sur les sommes dues au titulaire, sans préjudice du recours éventuel de l'acheteur auprès des organismes ou administrations de contrôle.

#### Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail

En application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17/05/2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail se verra infliger une pénalité d'un montant de **50 € par jour de retard.**

Le montant de cette pénalité sera au plus égal à **10% du montant HT du présent contrat** et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

## ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

### 6.1 Retenue de garantie

Conformément aux articles R. 2191-32 à R. 2191-34 du Code de la commande publique, le marché prévoit, à la charge du titulaire, une retenue de garantie qui est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance.

Le montant de la retenue de garantie correspond à 5% du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché public en cours d'exécution.

Cette retenue sera libérée au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, sauf si les réserves ne sont pas levées à cette date de parfait achèvement.

Cette retenue pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

En cas de prolongation, la garantie à première demande, devra être complétée en fonction des évolutions du marché.

La garantie à première demande pourra être remise tout au long de l'exécution du marché. Les décomptes mensuels intervenus avant cette remise feront l'objet d'une retenue de garantie.

La garantie à première demande devra être remise au maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre. L'acheteur n'acceptera pas de caution personnelle et solidaire en lieu et place de la garantie à première demande.

### 6.2 Avance

Le titulaire aura indiqué à l'acte d'engagement s'il décide, ou non, de bénéficier d'une avance.

Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois :

- Le montant de l'avance est égal à 10%\* du montant initial du marché si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois.
- Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 10%\* d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

\*Lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 20%.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant TTC du marché et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC du marché.

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec membres conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois

aux travaux exécutés directement par le titulaire ou le mandataire et, à ceux exécutés par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restantes dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

La résorption de l'avance, qui devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80% du montant initial du marché. L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

## **ARTICLE 7. PROVENANCE - QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX**

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

### **7.1 Provenance des matériaux et des produits**

---

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

### **7.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

---

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG lorsqu'il existe concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par l'acheteur.

En complément de l'article 23 du CCAG-Travaux, il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par le titulaire de l'avis technique du CSTB. Dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, le titulaire doit justifier cet accord.

## **ARTICLE 8. IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **8.1 Piquetage général**

Les points et niveaux devront être positionnés en dehors de toute emprise de bâtiments et devront être protégés et entretenus pendant toute la durée des travaux. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra demander leur rétablissement aux frais de l'Entreprise responsable de la dégradation. L'imputation sur la convention précitée se fera alors au prorata des montants respectifs des travaux des entreprises présentes sur le chantier dans la période durant laquelle la dégradation a été constatée.

L'Entreprise qui effectuera le piquetage de tous les points nécessaires à la réalisation de ses ouvrages devra être en mesure et à ses frais de le faire vérifier par un géomètre agréé à la demande de l'acheteur.

### **8.2 Programme d'exécution des travaux**

#### Prestations dues par les entreprises

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- état des lieux,
- établissement et scellement du panneau de chantier,
- établissement par les titulaires en concertation avec l'OPC et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2.3 du CCAG-Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),
- établissement par les titulaires et présentation au visa du maître d'œuvre des notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.1 du CCAG-Travaux et à l'article 8 suivant, l'ensemble des documents définis ci-dessus est à fournir dans les délais prévus par le planning travaux,
- établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque entreprise (cotraitants et sous-traitants),
- les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

### 8.3 Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail

---

#### Etudes et plans d'exécution

Le maître d'œuvre a la charge de l'établissement des études, documents et plans d'exécution. Le titulaire a l'obligation de vérifier, avant toute exécution, que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un homme de l'art ; s'il relève des erreurs, omissions ou contradictions, il doit les signaler immédiatement au maître d'œuvre par écrit.

Le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir, après signature de son marché, d'erreurs, omission ou contradictions dans les documents contractuels pour motiver quelque réclamation que ce soit.

#### Documents à la charge des entreprises

Les titulaires établissent d'après les pièces contractuelles les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les notes de calcul, études de détail. A cet effet, les titulaires susvisés font sur place tous les relevés nécessaires et demeurent responsables des conséquences de toute erreur de mesure. Ils doivent, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance.

S'il reconnaît une erreur dans les documents de base fournis par l'acheteur, le titulaire doit le signaler immédiatement par écrit au maître d'œuvre. Le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir, d'erreurs, omission ou contradictions dans les documents contractuels pour motiver quelque réclamation que ce soit.

#### Approbation du maître d'œuvre

Les plans, notes de calcul, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence du titulaire sont soumis à l'approbation du maître d'œuvre, celui-ci pouvant également demander la présentation des avant-métrés. Le titulaire ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu l'approbation ou le visa du maître d'œuvre sur les documents nécessaires à cette exécution. Sauf disposition contraire du présent CCAP ou des documents techniques du marché, ces documents sont fournis en cinq exemplaires dont un reproductible.

### 8.4 Mesure d'ordre social – Application de la réglementation du travail

---

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10%. Le titulaire remet à l'acheteur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France. Les dispositions en matière de lutte contre le travail dissimulé s'appliquent conformément à l'article 31.5 du CCAG-Travaux. Sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3 du Code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8222-3 et L. 8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser dans délai cette situation. L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

## 8.5 Organisation, hygiène et sécurité du chantier

---

### Installations à réaliser par l'entreprise

Suivant les prescriptions du CCTP, ainsi que les prescriptions du plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (PGCSPS).

### Emplacement mis à disposition pour déblais

Suivant dispositions du CCTP du lot concerné.

### Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

#### *Principes généraux*

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de « coordonnateur SPS ».

#### *Autorité du coordonnateur SPS*

Le coordonnateur SPS doit informer l'acheteur et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

#### *Moyens donnés au coordonnateur SPS*

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le PPSPS (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs),
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats,
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur,
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet,
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis à l'acheteur. A la demande du coordonnateur SPS le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

#### *Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants*

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

#### Signalisation des chantiers

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par le titulaire sous le contrôle du SPS.

#### Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire responsable.

### **8.6 Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire**

---

Si le marché relatif à un lot est résilié par application des articles 50.1 à 50.4 du CCAG-Travaux, l'acheteur pourra faire appel à un des autres titulaires d'un ou plusieurs autres lots de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire. Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge du titulaire retenu pour cette mission.

## **ARTICLE 9. CONTROLE ET RECEPTION DES OUVRAGES**

### **9.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux**

---

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge du titulaire. Si l'acheteur prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge de l'acheteur si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'Entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par le titulaire.

### **9.2 Réception partielle**

---

Afin d'assurer le bon fonctionnement de l'établissement, il sera procédé à des réceptions partielles au fur et à mesure de la livraison des locaux au maître d'ouvrage selon les dispositions identiques à la réception elle-même. Elles auront lieu selon le calendrier détaillé d'exécution. Ces procès-verbaux fixent le point de départ des garanties mais n'ont aucun effet sur le règlement des comptes ni sur la mainlevée des sûretés.

### 9.3 Réception

---

Les réceptions se déroulent comme stipulé à l'article 41 du CCAG-Travaux.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, les entreprises restant responsables de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités de retard. Elles bénéficient d'un délai de **1 mois** pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée. Si la réception est prononcée avec réserves, les entreprises ont **1 mois** pour lever les réserves.

Passé ce délai, l'acheteur aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'Entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques du titulaire défaillant.

### 9.4 Documents fournis après exécution

---

Les documents dont la liste est mentionnée à l'article « *Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution* » sont à fournir en 5 exemplaires sur support papier et un support numérique au format DWG (Autocad), PDF et autres types de fichiers de bureautique (Word, Excel...).

### 9.5 Garantie de parfait achèvement

---

Conformes aux stipulations de l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

### 9.6 Assurances

---

#### Police éventuellement souscrite par le maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage souscrira une assurance Dommages-Ouvrage conformément aux dispositions de l'article L242.1 du Code des assurances.

#### Garantie d'assurance des intervenants

Les intervenants au chantier devront être titulaires de polices d'assurance suivantes souscrites auprès d'assureurs notoirement solvables :

#### *Police Responsabilité Civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison)*

Les intervenants devront être titulaires de polices couvrant pour des montants suffisants, eu égard aux caractéristiques du chantier et à son environnement, la généralité des responsabilités qu'ils encourent en vertu du droit français, y compris les dispositions contractuelles, à l'égard de tout intervenant ou tout tiers au chantier, tout contractant, y compris l'acheteur. La garantie devra couvrir l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage corporel ou à un dommage matériel, garanti ou non. Cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée. L'acheteur se réserve la possibilité de souscrire pour le compte de tout ou partie des intervenants en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de leur garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire, en nature de garantie ou en montant de couverture.

#### *Responsabilité professionnelle des fabricants d'EPERS*

Lorsque la conception des bâtiments prévoit "un ouvrage ou partie d'ouvrage ou un élément d'équipement conçu et produit pour satisfaire en état de service, à des exigences précises et déterminées à l'avance", les



titulaires concernés doivent produire avec leurs offres et pour les solutions proposées, les attestations de fabricants les approvisionnant. Les garanties des contrats, souscrits par le fabricant couvriront l'ensemble de ses responsabilités et notamment sa responsabilité décennale lorsque celle-ci est engagée soit sur le fondement de l'article 1792-4 du Code Civil, soit sur les principes dont s'inspire cet article du Code Civil. De telles attestations seront également exigées par l'acheteur pour toute modification intervenant en cours d'exécution du marché.

#### *Garantie décennale des ouvrages de bâtiment*

Les intervenants au chantier devront, conformément à la Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978, être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale nominative de chantier pour les lots dont ils sont titulaires, y compris ceux qu'ils donnent en sous-traitance. Cette police devra prévoir une garantie à concurrence minimum de la valeur de l'ouvrage, sauf dérogation acceptée expressément par l'acheteur. Dans ce dernier cas, le capital garanti accepté devra être exclusif de toute règle proportionnelle, l'acheteur se réservant la possibilité de souscrire une police décennale complémentaire pour élever le montant des garanties des entreprises et à leurs frais. Les intervenants devront être couverts pour les dommages engageant la garantie de Bon Fonctionnement des éléments d'équipement dissociables du bâtiment sur le fondement de l'article 1792-3 du Code civil ou des principes dont cet article s'inspire, des dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et portant atteinte aux existants et des dommages immatériels consécutifs à ces dommages. De plus, la garantie devra couvrir également la réparation des dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais. Les intervenants devront justifier, outre de qualifications professionnelles (Qualibat, Qualifelec, Qualigaz, Qualifanten, ..., ou autres qualifications équivalentes), de la couverture effective par leurs assureurs des lots qui leur sont attribués. En cas de sous-traitance, la garantie des assureurs des sous-traitants devra être accordée en capitalisation pour les dommages ci-dessus définis engageant la responsabilité des constructeurs.

#### *Garantie des dommages aux biens du titulaire et à ses ouvrages*

Le titulaire est tenu de souscrire à ses frais toute assurance nécessaire pour garantir les vols dégradations, pertes, destructions et dommages de toute nature survenant à ses matériels, stockés sur le chantier ou déjà mis en œuvre, engins de chantier et installation de tout ordre qui lui sont nécessaires pour la réalisation des marchés. Il doit, à défaut d'assurance Tous Risques Chantier souscrite par l'acheteur, garantir ses ouvrages au minimum du fait d'incendie, foudre, explosion, effondrement en cours de travaux.

#### *Attestation d'assurance*

Les attestations d'assurance de responsabilité civile et responsabilité décennale exigées des intervenants devront être adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage : faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs et à ses frais et risques. Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la Compagnie d'assurance elle-même. Elles devront comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes. L'attestation d'assurance décennale, devra être nominative au chantier, comporter le montant des garanties complémentaires, abroger la règle proportionnelle éventuelle des capitaux et comporter la mention des lots garantis. Aucun règlement pour solde ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'assurance conforme.

#### *Absence ou insuffisance de garantie*

Toute surprime appliquée par l'assureur du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance d'un intervenant ou d'un fabricant, toute surprime appliquée par l'assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence de qualification professionnelle reconnue, ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge du titulaire, lequel s'engage à la régler à l'acheteur dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

L'acheteur se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants, si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus élevée ou plus étendue.

La souscription de contrats d'assurance par l'acheteur, ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis à vis de l'acheteur, de leurs cocontractants et des tiers. Ils restent tenus de

garantir l'acheteur de toute recherche en responsabilité ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

## 9.7 Résiliation

---

### Résiliation

Il peut être mis fin à l'exécution des travaux faisant l'objet du marché, avant l'achèvement de ceux-ci par une décision de résiliation du marché qui en fixe la date d'effet. Le cas échéant, s'appliquent les dispositions du CCAG-Travaux en la matière.

### Etat des lieux

En cas de résiliation, il est procédé, le titulaire ou ses ayants droits ou représentant dûment convoqués, aux constatations relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés, ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier. Il est dressé procès-verbal de ces opérations. L'établissement de ce procès-verbal emporte réception des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés, avec effet à la date du prononcé de la résiliation.

### Fermeture du chantier

Dans les dix jours suivant la date de ce procès-verbal, l'acheteur fixe les mesures qui doivent être prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés. Ces mesures peuvent comporter la démolition de certaines parties d'ouvrages. A défaut d'exécution de ces mesures par le titulaire dans le délai imparti par l'acheteur, le maître d'œuvre les fait exécuter d'office.

### Rachat des ouvrages, matériels et matériaux

L'acheteur dispose du droit de racheter en totalité ou en partie :

- les ouvrages provisoires utiles à l'exécution du marché,
- les matériaux approvisionnés dans la limite où il en a besoin pour le chantier.

Il dispose, en outre, pour la poursuite des travaux, du droit, soit de racheter, soit de conserver à sa disposition le matériel spécialement construit pour l'exécution du marché.

## ARTICLE 10. MESURES COERCITIVES

### Mesures coercitives en cas d'infraction aux prescriptions de chantier

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, les infractions aux prescriptions de chantier décrites au présent CCAP font l'objet d'une simple notification écrite sur le chantier prescrivant à l'auteur de l'infraction d'y mettre fin au plus tard le lendemain de la notification. Outre les pénalités prévues par le CCAP, si le titulaire n'a pas mis fin à l'infraction constatée dans le délai précité, le maître d'œuvre pourra, lorsque la prestation peut être exécutée par un autre prestataire que le titulaire du marché, la faire exécuter à ses frais et risques par une tierce entreprise sans mise en demeure préalable et ce par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

### Mise en demeure

A l'exception des infractions aux prescriptions de chantier décrites au présent CCAP, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, l'acheteur le met en demeure d'y

satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit. Ce délai, n'est pas inférieur à 15 jours calendaires à compter de la date de notification de la mise en demeure.

### Mesures coercitives

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, l'acheteur pourra prononcer toutes les mesures qu'elle jugera utiles aux frais et risques du titulaire, ou la résiliation du marché pourra être décidée.

La résiliation du marché peut être soit simple soit aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas d'un marché passé avec des membres conjoints, les dispositions particulières ci-après sont applicables :

- si l'un des titulaires ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent pour l'exécution du lot dont il est chargé, l'acheteur le met en demeure d'y satisfaire, la décision étant adressée au mandataire,
- la mise en demeure produit effet, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse à l'égard du mandataire, lui-même solidaire du titulaire en cause. Le mandataire est tenu de se substituer au titulaire défaillant, si ce dernier n'a pas déféré à la mise en demeure.
- à défaut, les mesures coercitives prévues au présent article peuvent être appliquées au titulaire défaillant comme au mandataire,
- si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres titulaires, il est mis en demeure d'y satisfaire selon les modalités définies ci-dessus.

## ARTICLE 11. MESURES D'ORDRE SOCIAL

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire. Le candidat retenu doit également remettre au maître de l'**ouvrage**, avant la notification du marché et tous les six mois durant l'exécution de ce marché, la pièce mentionnée aux articles D8254-2 à D8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. En application de l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du Travail, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, lors de la conclusion du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, l'ensemble des pièces mentionnées dans ces articles. A défaut, le maître de l'ouvrage pourra résilier le contrat aux torts du titulaire.

## ARTICLE 12. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le Règlement Européen sur la Protection des Données » ou « RGPD ».

## ARTICLE 13. CONFIDENTIALITE

### 13.1 Définitions

« Partie Emettrice » désigne la partie qui communique ses informations confidentielles à l'autre Partie.

« Partie Réceptrice » désigne la partie qui reçoit les informations confidentielles de l'autre Partie.

« Connaissances Antérieures » : désignent toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, et notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, secrets commerciaux, données, logiciels brevetés ou non, dossiers, plans, schémas, dessins, protocoles, formules, travaux de conception, systèmes, algorithmes, bases de données, et/ou tout autre type d'information, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, et obtenues et/ou détenues par l'une des Parties avant la date de signature de l'accord-cadre ou générées postérieurement à son entrée en vigueur par les Parties indépendamment des travaux menés dans le cadre de l'accord-cadre et dont elle a droit de disposer.

« Informations Confidentielles » : sont considérées comme confidentielles :

- les Connaissances Antérieures de chacune des Parties, sous réserve de l'application des termes de l'article « *Périmètre de la cession* » ci-après relativement aux Connaissances Antérieures du titulaire ;
- les Informations de toute nature, qu'elles soient orales ou écrites, quels que soient leur forme et le support utilisé, communiquées directement ou indirectement par l'une des Parties à l'autre dès lors que leur caractère confidentiel a été mentionné par écrit avec la mention « Confidentiel » - et le cas échéant, les données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre.

« Informations Publiques » : sont considérées comme publiques toutes informations figurant dans un document administratif achevé, au sens des dispositions des articles L. 300-2, L. 311-1 et L. 311-2 du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA) tels que modifiés par la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016, qui peuvent être communiquées par toute administration mentionnée à l'article L. 300-2 du CRPA, via une publication en ligne ou une communication sur demande, sous réserve des droits de propriété littéraire et artistique. Les Informations Publiques ne concernent pas les documents administratifs non communicables tels que définis et mentionnés aux articles L. 311-5 et L. 311-6 du CRPA.

### 13.2 Obligation de confidentialité

Chacune des Parties s'engage à garder strictement confidentielles les Informations identifiées comme telles appartenant à l'autre Partie, dont elle a eu connaissance à l'occasion du présent accord-cadre et à ne les utiliser que dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. Cette obligation s'applique au personnel de chacune des Parties affectée à l'accord-cadre.

La Partie Réceptrice s'engage à respecter le caractère confidentiel de ces Informations et s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des Informations Confidentielles de l'autre Partie. Ces mesures ne pourront pas être inférieures à celles prises par cette Partie pour la protection de ses propres Informations Confidentielles ;
- ne communiquer les Informations Confidentielles de l'autre Partie qu'aux membres de son personnel ayant besoin d'en connaître, et après l'avoir informé du caractère confidentiel de ces informations ;

- ne les utiliser dans un cadre autre que celui de l'exécution de l'accord-cadre, qu'après accord préalable de la Partie Emettrice ;
- ne pas les communiquer à un tiers, y compris ses éventuels propres sous-traitants, directement ou indirectement, sans l'accord préalable de la Partie Emettrice ;
- ne pas les reproduire, les copier, partiellement ou en totalité sous quelque forme que ce soit sans l'accord préalable de la Partie Emettrice ;
- en ce qui concerne les Informations Confidentielles transmises par la Partie Emettrice, la Partie Réceptrice devra lui renvoyer en totalité ou les détruire à la simple demande et au plus tard au terme du présent accord-cadre.

Il est expressément convenu entre les Parties que la Partie Réceptrice ne saurait en aucun cas se prévaloir sur la base des Informations Confidentielles communiquées par la Partie Emettrice, d'un quelconque droit de licence ou d'un quelconque droit d'auteur selon la définition du Code de la propriété intellectuelle sauf clause contraire du présent accord-cadre.

Toute information ne portant pas la mention « Confidentiel » sera considérée comme non confidentielle et sera traitée par l'ADEME comme Information Publique.

L'engagement de confidentialité, objet du présent article est valable pendant toute la durée de l'accord-cadre et pendant une période de cinq (5) ans à compter de son expiration ou de sa résiliation anticipée.

### **13.3 Exception à l'obligation de confidentialité**

---

Les engagements ci-dessus ne s'appliqueront toutefois pas aux informations pour lesquelles la Partie Réceptrice pourra prouver par écrit qu'elles :

Étaient accessibles au public au moment de leur communication ou qu'elles le sont devenues par la suite sans qu'il y ait faute ou négligence de sa part,

Étaient déjà en sa possession antérieurement à leur communication,

lui ont été communiquées de bonne foi par un tiers non soumis à une obligation de confidentialité similaire,

Relèvent de la catégorie des Informations Publiques telles que définies ci-dessus. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du Livre III du Code des relations entre le public et l'administration relatif à l'accès aux documents administratifs et la réutilisation des informations publiques, et autorise ce faisant l'ADEME à communiquer sur demande ou à publier, le cas échéant, les Informations Publiques conformément aux modalités prévues par la loi.

### **13.4 Traitement des données à caractère personnel**

---

Le titulaire et l'ADEME s'engagent à respecter les dispositions figurant dans l'annexe encadrant les traitements des données à caractère personnel.

### **13.5 Obligations du titulaire**

---

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère

personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

#### Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception au maître d'ouvrage.

#### Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par voie électronique.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,

- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au RGPD.

#### Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### 12.2 – Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## **ARTICLE 14. DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Articles du CCAP portant dérogation	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé
2.7	3.6.1.5
3	4.1
4.7	9.4.1
5	19.2.1
5.1	3.1
5.2	18.1, 28 et 50.2.1
5.3	18.2.3
5.4	19, 19.2.1, 19.2.2, 19.2.4 et 52.1
8.5	34.1
10	52.1